



## Les banques françaises vont-elles plus mal que les autres?

L'Expansion.com - publié le 09/12/2011 à 18:49

Après leur dégradation par Moody's, Société Générale, BNP et Crédit Agricole se sont envolées en Bourse. Comme si l'annonce n'avait même pas effleuré les investisseurs. Est-ce à dire que les banques françaises ne vont pas si mal que ça? Le point avec L'Expansion.com.



Tour de la Société Générale dans le quartier de La Défense.

REUTERS/Benoit Tessier

Pour un peu, on croirait de l'**acharnement**. Moody's ce vendredi, **S&P lundi**... Depuis le début de la semaine, les banques françaises sont dans le viseur des agences de notation. Aujourd'hui, ce sont **BNP, Société Générale et Crédit Agricole qui en ont fait les frais**. Les trois grandes banques cotées ont été dégradées par Moody's, qui estime que les éléments positifs affichés par les établissements hexagonaux (bonne diversification, revenus stables) "sont désormais contrebalancés par des contraintes en matière de liquidité et de financement". Une analyse qui n'a visiblement pas convaincu les investisseurs, qui ont misé ce vendredi sur les valeurs bancaires: BNP a clôturé en hausse de 4,48%, Société Générale de 2,38% et Crédit Agricole de 4,13%. Alors où en sont les banques françaises ? Le point avec L'Expansion.com.

### Risque de liquidité: réduit

Comme tout établissement financier, les banques françaises doivent se refinancer en permanence sur les marchés. Cet été elles ont effectivement eu plus de mal que les autres à trouver de la liquidité, notamment en dollars. En cause, la structure de l'épargne en France, qui leur confère une base de dépôts plus limitée, mais aussi l'importance de leurs activités de marchés, très consommatrices de billets verts. Depuis août, cette crainte ressurgit donc très régulièrement.

Entre-temps pourtant, des réponses concrètes ont été apportées. Les banques françaises déjà ont réduit la voilure dans les activités les plus gourmandes en dollars. Ensuite, fin novembre, les six principales banques centrales de la planète se sont portées spectaculairement à leur secours. Elles ont décidé d'abaisser d'un demi-point, à compter du 5 décembre, le coût des **swaps** de liquidité en dollar. Ce qui permet leur permet d'acquérir à moindre coût de la monnaie américaine.

La grande avancée provient surtout des annonces, jeudi, de la Banque centrale européenne. Elle a non seulement **baissé son principal taux directeur**, mais a surtout ouvert aux banques la possibilité de se refinancer à trois ans auprès d'elle. Une durée jamais vue, de nature à rassurer les investisseurs. Autre avancée essentielle, la BCE a décidé d'élargir la liste des collatéraux éligibles pour assurer le refinancement des banques. Applaudies par les marchés ce vendredi, ces annonces sont, selon les analystes, de nature à répondre, au moins momentanément, à la crise de confiance qui sévit actuellement.

### **Risque souverain: important**

Cela a été dit et redit. Les banques françaises sont particulièrement **exposées aux dettes souveraines européennes**. A mesure que le risque de contagion de la crise de la dette s'est accru, les établissements hexagonaux ont donc été davantage visés par les marchés. Aujourd'hui, ils restent très exposés aux dettes périphériques des pays en difficulté, et tout particulièrement à la dette italienne.

Toutefois, cette exposition doit être relativisée. Déjà parce que les **banques françaises se sont massivement délestées** depuis l'été de leurs actifs à risque -fin juin elles étaient exposées à 59 milliards d'euros aux dettes des PIGS, contre une exposition de 41,6 milliards d'euros aujourd'hui- mais aussi parce qu'elles ne sont pas les seules dans cette situation. La situation des banques allemandes, pour ne citer qu'elles, ne semble pas tellement plus enviable. Elles sont par exemple très exposées à la dette irlandaise (21,5 milliards fin juin dernier) ou à la dette portugaise (12,5 milliards). Dans le cas d'un éclatement de la zone euro, ce sont donc tous les établissements de tous les pays qui seront concernés.

Par ailleurs, le sommet européen de jeudi a opéré un virage spectaculaire en votant l'abandon du principe de contribution obligatoire des créanciers privés en cas de difficultés d'un pays à rembourser sa dette.

Une avancée certaine selon les analystes financiers, mais qui ne limite pas le risque de contagion. "**Tant que l'Allemagne refusera que la BCE intervienne**, directement ou indirectement, en achetant autant que nécessaire de la dette des Etats en difficultés sur le marché secondaire, les marchés ne seront pas rassurés", explique Christophe Nijdam, analyste chez Alpha Value. "Tant que les dirigeants politiques n'auront pas apporté de réponse durable et crédible aux problèmes des dettes publiques, le secteur bancaire restera vulnérable", ajoute Benoit Broissia, analyste chez KBL-Richelieu.

### **Risque de récession: inévitable**

C'est le troisième point que regardent les marchés et les agences de notation. Avec la **rigueur** généralisée en Europe, une nouvelle récession semble inévitable. Or dans ce scénario, les établissements bancaires seront bien évidemment les premiers touchés. En tant que financeurs de l'économie, ils sont en effet très dépendants des aléas de la conjoncture mondiale. Si "double dip" il y a, le risque de défaut des emprunteurs va augmenter, ce qui va faire exploser le coût du risque, et in fine le niveau de provisions des banques. "Aujourd'hui, il demeure plus risqué qu'une banque porte au bilan un prêt sur une PME française qu'un emprunt d'Etat français", résume ainsi Christophe Nijdam.

Pour l'heure toutefois, la contraction de l'économie n'est pas encore visible sur les résultats des banques. Grâce aux bénéfices dégagés au troisième trimestre, et aux efforts réalisés pour réduire la taille de leur bilan, les banques françaises ont même réussi l'exploit de limiter leur **besoin en fonds propres**. Jeudi, l'EBA a en effet annoncé qu'elles **n'avaient besoin que de 7,3 milliards d'euros** supplémentaires pour atteindre les nouveaux ratios prudentiels d'ici fin juin 2012, contre **8,8 milliards d'euros lors des dernières estimations**. Un rayon de soleil dans la tempête...